



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES











MARCHÉ DE TRAVAUX

**Travaux de correction et d'amélioration des installations
sanitaires du Domaine de Lapeyre**

N° du CCAP : 2025-018

UGECAM Aquitaine
100 RUE DE LA TOUR DE GASSIES
CS 10003
33523 BRUGES CEDEX

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Travaux de correction et d'amélioration des installations sanitaires du Domaine de Lapeyre
	Type de contrat	Marché privé soumis au Code de la Commande Publique
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	17 mois
	Reconduction	Sans
	Prix	Prix global forfaitaire
	Variation des prix	Sans
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	5
1.1 - Objet du contrat	5
1.2 - Décomposition du contrat.....	6
2 - Pièces contractuelles.....	6
3 - Intervenants	7
3.1 – Maître d’Ouvrage.....	7
3.2 - Maîtrise d'œuvre	7
3.3 - Contrôle technique.....	7
3.4 - Cotraitance.....	7
3.5 - Sous-traitance	7
4 - Confidentialité et mesures de sécurité	8
5 - Protection des données à caractère personnel.....	8
6 - Durée et délais d'exécution	8
6.1 - Délai d'exécution	8
6.2 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution.....	9
7 - Prix.....	9
7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	9
7.2 - Modalités de variation des prix	10
8 - Garanties Financières	10
9 - Avance.....	10
9.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	10
9.2 - Garanties financières de l'avance.....	11
10 - Modalités de règlement des comptes	11
10.1 - Décomptes et acomptes mensuels	11
10.2 - Présentation des demandes de paiement.....	11
10.3 - Délai global de paiement	13
10.4 - Paiement des cotraitants	13
10.5 - Paiement des sous-traitants.....	13
11 - Conditions d'exécution des prestations.....	13
11.1 - Notification par le biais du profil d'acheteur	13
11.2 - Caractéristiques des matériaux et produits	13
11.3 - Implantation des ouvrages	13
11.4 - Présentation des livrables	14
11.5 - Préparation et coordination des travaux	14
11.5.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux	14
11.5.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier	14
11.5.3 - Registre de chantier.....	14
11.6 - Etudes d'exécution	14
11.7 - Installation et organisation du chantier.....	15
11.8 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier.....	15
11.8.1 - Gestion des déchets de chantier	15
11.8.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.....	16
11.8.3 - Documents à fournir après exécution.....	16
12 - Développement durable	16
13 - Réception	16
13.1 - Réception des travaux.....	16
13.1.1 - Dispositions applicables à la réception.....	16
13.1.2 - Epreuves concluantes	16
14 - Garantie des prestations.....	16

15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	17
16 - Pénalités.....	17
16.1 - Pénalités de retard.....	17
16.2 - Pénalité pour travail dissimulé	18
16.3 - Autres pénalités spécifiques	18
17 - Assurances.....	18
18 - Clause de réexamen	19
19 - Résiliation du contrat.....	20
19.1 - Conditions de résiliation.....	20
19.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	20
20 - Règlement des litiges et langues.....	21
21 - Clauses complémentaires	21
21.1 – Communications réglementaires.....	21
21.2 - Clause de divisibilité	21
21.3 - Modifications techniques.....	21
22 - Dérogations.....	21

Préambule

- *Acheteur: L'acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté*
- *Titulaire: Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.*
- *Prestation: La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.*
- *Délais: Les délais exprimés en jours désignent des jours calendaires, sauf précision contraire*

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

Travaux de correction et d'amélioration des installations sanitaires du Domaine de Lapeyre, un Etablissement de l'UGECAM Aquitaine.

Les travaux englobent les axes suivants :

- Traitements d'eau
- Production d'Eau Chaude Sanitaire
- Distributions sanitaires d'Eau Froide, d'Eau Chaude et de Bouclage
- Traitements des terminaux de distribution, remplacements de robinetteries
- Régulation, surveillance, communication

Ils se traduisent principalement par :

- Des travaux préparatoires :
Pose de vannes d'isolement sur les réseaux de distribution existants Eau Froide, Eau Chaude et Bouclage
- Reprise de la production d'Eau Chaude Sanitaire :
Création d'un nouveau circuit "Production d'ECS" : Puissance 325 kW MAXI - Régime d'eau 80/60°C -
≈ 14 000 litres/heure - DN 65
Installation d'un ballon de stockage d'énergie primaire - Capacité : 1 000 litres
Raccordements primaires et secondaires en tubes Fer calorifugés Classe 4
Modification des réseaux sanitaires en Chaufferie :
 - Alimentation générale en Eau Froide
 - Alimentation en Eau Froide Adoucie de la production d'ECS
 - Retour général de Bouclage
 - Equipements complémentaires à l'adoucisseur existant conservéArmoire électrique de raccordements et de régulation de la nouvelle production d'ECS
- Distribution d'Eau Chaude Sanitaire et Bouclage, traitement des bras morts :
 - Réseaux principaux
 - Dévoiements Eau Chaude
 - Prolongements de boucles
 - Alimentations terminales
 - Traitements des autres bras morts ponctuels
- Remplacements de robinetteries, clapets EAs et équipements
 - Clapets EAs sur les alimentations en Eau Froide et en Eau Chaude de robinets existants → 4 ensembles
 - Mitigeurs thermostatiques de douches → 14
 - Mitigeurs thermostatiques de lavabos → 3 + 4

- Mitigeur thermostatique d'évier, avec douchette extractible → 1
- Surveillance des températures ECS :
 - 22 sondes de température réparties sur les extrémités des boucles ECS et sur les retours de bouclage
- Travaux induits et connexes

L'attention du titulaire doit être également portée sur l'environnement immédiat de ces travaux qui se déroulent en site occupé. Le CCTP du présent marché, détaille cet aspect de l'opération.

Lieu d'exécution :

- Domaine de Lapeyre : 47390 LAYRAC

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes:
 - Annexe 1: Clause de confidentialité
 - Annexe 2: Clause RGPD
 - Annexe 3: Livret de sécurité du prestataire
 - Annexe 4 : La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
 - Les Plans Techniques Installations Sanitaires aux formats PDF et Dwg :
 - 01 Travaux en chaufferie – sous-sol PRO DCE
 - 02 Travaux préparatoires – RDC PRO DCE
 - 03 Installations sanitaires – RDC PRO DCE
 - Dossiers Techniques Amiante de l'établissement de Lapeyre (DTA)
 - Diagnostic technique sanitaire et Etude de faisabilité d'équilibrage - dans sa version 2, réalisé par OFIS VEOLIA, sous le numéro OF00331-GOS-5-v2, en date du 20 mars 2024
- Le calendrier prévisionnel d'exécution
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ; réputé connu du titulaire.
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux de génie civil dont la composition est prévue par l'arrêté du 7 octobre 2021 ;
- Les normes de conception de la série NF EN 1990 à 1999 (Eurocodes) et leurs annexes nationales
- Le cahier des clauses spéciales (CCS) des documents techniques unifiés (normes NF DTU)
- Le mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat

Les conditions générales ou particulières du Titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives telles que citées dans l'article 2.2 du CCTP du présent marché, sont inopposables au pouvoir adjudicateur quelle qu'en soit la forme

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le Titulaire ne peut s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

En cas de litige, seuls les exemplaires conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur des pièces particulières, ci-dessus énoncées, font foi.

Il est formellement convenu entre les Parties que toute tolérance ou renonciation d'une des Parties, dans l'application de tout ou partie des engagements prévus au Contrat, quelles que puissent en être la fréquence et la durée, ne saurait valoir modification du Contrat, ni être susceptible de créer un droit quelconque.

3 - Intervenants

3.1 – Maître d’Ouvrage

Le Maître de l’ouvrage est l’UGECAM AQUITAINE, 100 rue de la tour de Gassies à BRUGES 33520 cedex
Le représentant du pouvoir adjudicateur pour ce dossier est le Directeur général adjoint de l'Ugecam Aquitaine, et, par délégation, le responsable du pôle achats marchés immobilier

3.2 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

Batman Ingénierie & Racing

Bureau n°10 – Ecopôle – 24230 VELINES

602 route Louise Michel – Les Plantes 24700 MONTPON

La mission de maîtrise d'œuvre confiée par le maître d'ouvrage est Mission de Base incluant AVP/PRO/ACT/VISA/DET/AOR.

3.3 - Contrôle technique

Le contrôleur technique sera désigné ultérieurement.

3.4 - Cotraitance

Sont considérés comme groupements identiques ceux constitués des mêmes cotraitants, y compris en cas de mandataire différent au sein du même groupement.

L’un des membres du groupement devra être désigné comme mandataire du groupement pour représenter l'ensemble des membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur et coordonner les prestations des membres du groupement. Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché. Toutefois, en cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement doit être solidaire des autres membres du groupement.

3.5 - Sous-traitance

Les personnes à l'encontre desquelles il existe un motif d'exclusion ne peuvent être acceptées en tant que sous-traitant. Lorsque le sous-traitant à l'encontre duquel il existe un motif d'exclusion est présenté au stade de la candidature, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion, dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le candidat ou, en cas de groupement, par le mandataire du groupement. A défaut, le candidat ou le groupement est exclu de la procédure.

En cas de sous-traitance, le Titulaire assurera seul et personnellement, vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, la responsabilité du marché qui lui a été confiée. Pour chaque sous-traitant qu'il veut faire agréer lors de la notification du marché, le candidat joint l'ensemble des pièces de candidature comme demandées au Candidat à l'exception du DC1, selon le modèle adapté de Déclaration de sous-traitance DC4.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R. 2193-1 du code de la commande publique, une

déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée : « J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché n°2025-018 du ayant pour objet Travaux correction et amélioration des installations sanitaires du domaine de Lapeyre. Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance. Mes demandes de paiement sont libellées en euros et soumises aux modalités du présent CCAP. Leur prix reste inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. »

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-Travaux, complétée par l'annexe 1 de l'acte d'engagement

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément article 5.3 du CCAG-Travaux, complétées par l'annexe 3 de l'acte d'engagement.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

5 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

Pour l'exécution du service, objet du présent contrat, le titulaire s'engage, de plus, à respecter les clauses de l'annexe 2 à l'acte d'engagement.

6 - Durée et délais d'exécution

6.1 - Délai d'exécution

Le délai d'exécution est de 17 mois.

Ce délai inclut :

- la phase de préparation de chantier d'1 mois
- la durée des travaux de 4 mois, divisés en deux temps ;
 1. Des travaux de chaufferie d'1 mois
 2. Des travaux en zones d'hébergement/activité/soins/techniques de 3 mois
- Suite à la période de réception des travaux, un délai de Garantie de Parfait Achèvement de 12 mois

L'exécution du marché débute à compter de la date fixée par ordre de service et se poursuit selon le découpage présenté ci-dessus.

L'exécution du marché s'achève au plus tardif des deux événements suivants :

- à la fin de la garantie de parfait achèvement (GPA)
- à la levée de la dernière réserve

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

6.2 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution

Le délai d'exécution des travaux est défini conformément au calendrier prévisionnel d'exécution annexé au présent CCAP

Calendrier détaillé d'exécution

A) Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le maître d'œuvre après consultation des titulaires dans le cadre du calendrier prévisionnel d'exécution.

Ce calendrier met en évidence les tâches à accomplir et leur enchaînement et pour chacune d'entre elles, les durées et les dates de début et de fin (au plus tôt et au plus tard) ainsi que les marges disponibles pour leur exécution. Après acceptation par chaque titulaire, dix jours au moins avant l'expiration de la période de préparation, il est visé par le maître d'œuvre puis notifié aux titulaires.

B) Au cours du chantier et avec l'accord du ou des titulaires concernés, le maître d'œuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution d'ensemble fixé à l'acte d'engagement. Il est alors à nouveau notifié par ordre de service aux titulaires.

7 - Prix

7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement et son annexe 4.

En complément des éléments de précisions apportés aux articles 2.3 et 2.4 du CCTP, il est rappelé que les prix sont établis en toute connaissance de l'importance et de la nature des travaux à effectuer, ainsi que de toutes les difficultés et sujétions susceptibles de survenir lors de leur réalisation, et ce, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Contenu

D'une façon générale, ils incluent la totalité des prestations et fournitures nécessaires à la bonne et complète réalisation de l'objet du marché, conformément aux règles de l'Art.

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation de travaux, tous les frais afférents à sa réalisation, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations de travaux, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les frais qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations de travaux, sont à la charge du Titulaire.

Vigilance et fixation du montant de l'offre

Du seul fait de la remise de sa proposition, l'entrepreneur reconnaît avoir étudié de façon parfaite l'ensemble des travaux. Par ailleurs, il ne pourra en aucun cas modifier quoi que ce soit au projet, mais devra demander au maître d'ouvrage tout renseignement complémentaire sur les points qui lui sembleraient douteux ou incomplets.

Le Titulaire reste responsable de toute erreur dans l'établissement de ses prix et notamment de son prix forfaitaire fixé au titre du contrat et ne peut prétendre, à ce titre, aucune augmentation de celui-ci. Le manque de prévision du Titulaire dans l'établissement de son prix n'est pas de nature à entraîner la modification du caractère forfaitaire du montant du marché. Ainsi toute omission, quelle qu'elle soit, ne pourra en aucun cas faire l'objet d'une majoration de marché.

Il devra donc l'intégralité des travaux nécessaires au complet achèvement de l'opération, sans être fondé à se prévaloir, durant l'exécution de son contrat, d'erreurs, d'omissions ou d'une insuffisance de renseignements dans les pièces écrites qui lui auront été remises à l'occasion de la consultation.

En cas de manquement à ces prescriptions, il restera responsable de toutes les erreurs relevées en cours d'exécution, ainsi que des conséquences de toute nature qu'elles entraîneraient.

7.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés fermes et définitifs.

8 - Garanties Financières

Une retenue de garantie de 5,00 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. En revanche, il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

9 - Avance

Une avance peut être accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Travaux.

9.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Cette avance n'est due au titulaire que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance. Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues au titulaire à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde. Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix. Les modalités de détermination du montant de l'avance à verser au titulaire, aux co-traitants ou sous-traitant s'applique au montant TTC des prestations réalisées directement par le prestataire concerné. Sous-traitant bénéficiant du paiement direct

Ce taux est fixé à 10,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

9.2 - Garanties financières de l'avance

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100,00 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

10 - Modalités de règlement des comptes

10.1 - Décomptes et acomptes mensuels

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

En cas de co-traitance :

Le titulaire fait apparaître distinctement sur sa facture, par co-traitant, le montant des prestations admises, établi conformément à la décomposition des prix forfaitaires rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de sous-traitance :

Le titulaire fait apparaître distinctement sur sa facture, par sous-traitant, le montant des prestations admises, établi conformément à la décomposition des prix forfaitaires rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

Si lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des indices ou index de référence ne sont pas connues, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général en appliquant les derniers indices et index publiés à la date d'établissement de ce décompte.

10.2 - Présentation des demandes de paiement

➤ Utilisation de CHORUS

Le titulaire doit utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée mise à sa disposition, le portail public de facturation dénommé « Chorus Pro », dans les conditions définies au présent article.

L'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Le titulaire est informé que Chorus Pro est le vecteur exclusif de transmission des factures sous forme dématérialisée : toute transmission de factures par un procédé de dématérialisation autre que Chorus Pro, ou toute transmission par Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-dessous, ne sera pas acceptée.

Par suite, en cas de réception d'une facture électronique non adressée via Chorus Pro, L'UGECAM Aquitaine informera le titulaire du rejet de sa facture par mail ou par courrier et l'invitera à s'y conformer.

En cas de réception d'une facture adressée via Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-dessous ou comportant des informations erronées, l'UGECAM Aquitaine informera le titulaire du rejet de sa facture par message généré via Chorus Pro et l'invitera à réadresser via le portail, une facture dûment rectifiée.

Ainsi, le titulaire devra, pour pouvoir déposer ses factures, renseigner les champs suivants dans l'outil Chorus :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera l'UGECAM Aquitaine – Domaine de Lapeyre, en tant que destinataire de la facture : IME/MAS DE LAPEYRE : 42349433500122
- Le numéro d'engagement ; il conviendra de mentionner ici le numéro du marché tel qu'il figure sur l'acte d'engagement du présent marché : 2025-018

En cas d'interrogation sur les modalités d'utilisation (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) de ce dispositif, le titulaire pourra consulter le site Communauté Chorus Pro à l'adresse : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Pour tout renseignement, le Titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1> /rubrique « nous contacter »

Une assistance téléphonique est disponible au numéro suivant : 04.77.78.39.57 (du lundi au vendredi de 9h00 à 19h00).

En cas d'impossibilité de transmettre les factures par le portail Chorus Pro, le titulaire contactera :

IME/MAS DE LAPEYRE

47390 LAYRAC

Contact : compta.lapeyre.ug-aquitaine@ugecam.assurance-maladie.fr

➤ **Contenu des informations des demandes de paiement**

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 12.1 du CCAG-Travaux et seront établies en une version portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché : 2025-018
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le montant des prestations admises, établi conformément à la décomposition des prix forfaitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées (incluant, le cas échéant le montant de la TVA des travaux exécutés par le ou les sous-traitants) ;
- la date de facturation ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;
- la mention de l'assurance professionnelle et sa couverture géographique, pour les artisans immatriculés au répertoire des métiers et les entrepreneurs relevant de l'article L613-7 du Code de la sécurité sociale.

10.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

10.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

10.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

La demande de paiement n'est pas une facture. Les factures du sous-traitant sont libellées au nom de l'entrepreneur principal (titulaire) Le titulaire fait apparaître distinctement les prestations sous-traitées dans les documents et décomptes adressés au pouvoir adjudicateur.

11 - Conditions d'exécution des prestations

11.1 - Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-Travaux.

Toutefois, le maître d'ouvrage se réserve le droit d'utiliser les formes suivantes :

- échanges dématérialisés par mail à l'adresse mentionnée à l'acte d'engagement. Le titulaire devra en accuser réception par retour de mail dans les 48h A défaut la date de réception sera prise comme étant le jour ouvrable suivant la date d'envoi du mail
- en cas de besoin, lettre recommandée avec accusé de réception et remise contre récépissé.

11.2 - Caractéristiques des matériaux et produits

Le CCTP 2025-018 fixe les caractéristiques des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le CCTP précité.

11.3 - Implantation des ouvrages

Aucun piquetage n'est prévu pour cette opération.

11.4 - Présentation des livrables

Tous les livrables écrits devront être remis à la Maitrise d'ouvrage et Maitrise d'œuvre sous support informatique au format « .pdf » et format natif (Word, Excel, Autocad, dwg etc.). Les plans seront fournis sous format AutoCad avec une copie pdf, ou dwg à la demande de l'UGECAM Aquitaine.

Les livrables sont accompagnées d'un état dressé pour chaque destinataire et comportant notamment :

- la date d'expédition ;
- la référence à la commande ou au marché ;
- l'identification du titulaire.
- l'identification de ce qui est livré.

Les éléments relatifs à la documentation numérique et à la dématérialisation des échanges seront partagés par échanges par mails

11.5 - Préparation et coordination des travaux

11.5.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation, comprise dans le délai d'exécution du marché, d'une durée de 30 jours.

Cette période débute à compter de la date fixée par ordre de service.

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré, après consultation des entreprises, dans les conditions énoncées précédemment à l'article « Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution ».

Le titulaire devra dresser un programme d'exécution accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28.2 du CCAG-Travaux et le soumettre au visa du maître d'œuvre 30 jours au plus tard après la notification du marché.

11.5.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Aucune coordination sécurité et protection de la santé, ni aucun plan de prévention ne sont à prévoir pour cette opération.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

11.5.3 - Registre de chantier

Un registre de chantier sera tenu dans le cadre de l'exécution du marché pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre.

11.6 - Etudes d'exécution

Conformément aux dispositions de l'article 29.1.5 du CCAG-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'œuvre. Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 8 jours après leur réception.

Tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier doivent aussi être visés par le contrôleur technique mentionné au présent CCAP.

11.7 - Installation et organisation du chantier

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

Contexte : travaux de remplacement d'installations techniques dans un immeuble existant, sans gros besoins en eau, pour l'usage du chantier.

L'attention du titulaire est amenée sur le fait que les travaux auront lieu en site occupé, comme détaillé notamment à l'article 6.1.3 du CCTP du présent marché, et que toutes les démarches visant à protéger les lieux des travaux et le nettoyage quotidien devront être mise en œuvre sous peine d'application des sanctions coercitives.

Le local de chantier, en cas de nécessité de vestiaires, est à prévoir par l'entreprise elle-même et a pour localisation les environs des garages sous la MAS.

Les sanitaires sont à prévoir par l'entreprise elle-même et ont pour localisation les environs des garages sous la MAS.

L'accès à un espace de restauration est possible au sein du Réfectoire, situé dans le Bâtiment Restauration du Domaine de Lapeyre. Les personnels du titulaire doivent cependant apporter leur propre repas, qu'ils peuvent consommer sur place, idéalement, de 11h à 12h ou de 13h à 14h afin de ne pas revoir l'organisation des personnels du Domaine de Lapeyre, usagers habituels de cet Espace.

La salle de réunion, pour les besoins du suivi de l'opération, fait l'objet d'une mise à disposition par le Domaine de Lapeyre, au sein du Réfectoire du bâtiment Restauration, aux horaires indiquées par le site ; de manière indicative : de 9h à 12h et de 13h à 17h.

Les matériaux sont stockés de manière à ne pas entraver la bonne circulation des lieux et afin de respecter la sécurité en matière de protection incendie. Les mesures de protection adéquates sont prises concernant le stockage des matériaux.

Si des dégradations des espaces sont constatées, le Maître d'Ouvrage refaiture les travaux de remise en état à l'entreprise à l'origine des dégradations.

11.8 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

11.8.1 - Gestion des déchets de chantier

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

Conformément aux articles R.543-43 et suivants du Code de l'environnement, le titulaire doit de tenir un registre déchets et assurer la traçabilité des bordereaux. Pour ce faire, la tenue du registre et l'émission des bordereaux seront digitalisées via leservice de télétransmission mis en place par le ministère chargé de l'environnement: TrackDéchets, accessible à l'adresse suivante: <https://trackdechets.beta.gouv.fr/>

11.8.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution.

A la fin des travaux, le titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

11.8.3 - Documents à fournir après exécution

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux.

En complément du CCAG Travaux, les éléments à fournir sont précisés par aux articles notamment articles 1.9, 11.11 et 6.10 issus du CCTP du présent marché.

Hormis le format dwg qui est imposé pour la remise de plans, les autres documents ne font pas l'objet d'un format numérique préconisé. Ils doivent malgré tout, être remis dans un format largement disponible et exploitable par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par les titulaires, une pénalité est appliquée sur les sommes dues dans les conditions fixées au présent CCAP.

12 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Les conditions d'exécution des travaux, prenant en compte les objectifs de développement durable, sont détaillées par l'entreprise dans son offre en réponse au présent marché.

13 - Réception

13.1 - Réception des travaux

13.1.1 - Dispositions applicables à la réception

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux du marché dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux. Les documents requis sont présentés dans le CCTP 2025-018.

Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

13.1.2 - Epreuves concluantes

La réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies aux pièces techniques du CCTP.

14 - Garantie des prestations

Les travaux font l'objet d'une Garantie de parfait achèvement de 1 an.

Par dérogation au CCAG, cette Garantie démarre à la date de levée de la dernière réserve signalée au PV de réception. En dehors de cette dérogation, le reste des modalités de cette Garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux

Les garanties particulières ci-dessous, sont également prévues, dans les conditions suivantes :

1. Garantie de fourniture

Tout le matériel fourni par l'Entrepreneur est garanti contre tous vices de construction ou de matière, pendant une durée de 2 ans à partir de la date de réception

2. Garantie de bon fonctionnement

La durée est fixée à 2 ans à partir de la date de réception, pour tous les équipements qui ne relèvent pas de la garantie décennale conformément aux principes dont s'inspire l'article 1792-3 du code civil.

Au cours de cette période, l'Entrepreneur sera tenu :

- De réaliser les essais de puissance,
- De rectifier tous les défauts de fonctionnement éventuels quelle qu'en soit la nature.

La garantie ne s'applique ni aux détériorations provenant de l'usure normale, de négligence, ou de défaut d'entretien ou de surveillance, d'utilisation irrationnelle ou défectueuse, de cas de force majeure ou de cas fortuit, ni aux détériorations causées par des tiers.

Les fabricants d'un ouvrage d'une partie d'ouvrage ou d'un équipement sont solidairement responsables de cette garantie avec l'entrepreneur ayant procédé à l'installation desdits biens en conformité avec les principes dont s'inspire l'article 1792-4 du code civil.

3. Garantie décennale

Elle couvre les dommages tels qu'ils sont définis par les principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2 et 1792-4-1 du code civil.

Les fabricants d'un ouvrage d'une partie d'ouvrage ou d'un équipement sont solidairement responsables de cette garantie avec l'entrepreneur ayant procédé à l'installation desdits biens en conformité avec les principes dont s'inspire l'article 1792-4 du code civil.

4. Garantie conjointe fabricant / fournisseur / titulaire installateur :

Le fabricant et/ou fournisseur et l'entrepreneur (applicateur agréé) sont tenus à une garantie solidaire. Ces garanties engagent l'entrepreneur, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du maître d'ouvrage toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés ou d'une mauvaise exécution des travaux.

15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Par dérogation à l'article 48 du CCAG-Travaux, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

16 - Pénalités

16.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 40,00 €.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées après mise en demeure adressée au titulaire et restée sans effet dans un délai de 7 jours.

16.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 300,00 €.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

16.3 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Non-déclaration d'un sous-traitant dans les délais prescrits	Forfaitaire	100,00 €	Sur simple constat de la Maitrise d'Œuvre ou Maitrise d'Ouvrage
Manquement aux obligations d'entretien ou de propreté du site ou du matériel	Journalière	20,00 €	Sur simple constat de la Maitrise d'Œuvre ou Maitrise d'Ouvrage, jusqu'à résolution du manquement constaté
Retard dans la remise des plans et autres documents ou remise incomplète des documents à fournir par le titulaire, après exécution	Journalière	70,00 €	Sur simple constat de la Maitrise d'Œuvre ou Maitrise d'Ouvrage, jusqu'à la remise des documents requis
Non-respect des règles en vigueur en matière de sécurité	Forfaitaire	50,00 €	Sur simple constat de la Maitrise d'Œuvre ou Maitrise d'Ouvrage
Non-conformité aux prescriptions relatives aux installations de chantier	Forfaitaire	50,00 €	Sur simple constat de la Maitrise d'Œuvre ou Maitrise d'Ouvrage
Absence aux réunions de chantier	Forfaitaire	50,00 €	Sur simple constat de la Maitrise d'Œuvre ou Maitrise d'Ouvrage

17 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux (avec dérogation au délai), tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 8 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Les dommages de toute natures causés au personnel et aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire qu'il s'agisse de son personnel ou de toute personne qui interviendrait pour son compte, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire. Il garantit le pouvoir adjudicateur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux dans lesquels il intervient, y compris le recours des tiers. Le titulaire demeure seul responsable des dommages causés par négligence ou par manquement dans l'exécution du marché ou toute autre cause pouvant lui être imputée.

Les dommages causés au personnel ou aux biens du titulaire par le pouvoir adjudicateur du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

En outre, le Titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur de toute modification afférente à son assurance, notamment la résiliation ou le changement de compagnie, dans les dix jours qui suivent sa décision. Si le contrat souscrit par le Titulaire prévoit l'existence d'une franchise, cette dernière est intégralement prise en charge par le Titulaire. En aucun cas, le pouvoir adjudicateur ne peut être appelé en responsabilité des

accidents survenus, tant aux personnes qu'aux biens, du fait de la réalisation des prestations du présent marché.

En cours d'exécution du marché, le défaut d'assurance entraîne la résiliation du marché aux frais et risques du Titulaire.

Les assurances souscrites ou à souscrire par le titulaire sont les suivantes :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil ;
- une assurance au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

Les assurances souscrites ou à souscrire par le maître d'ouvrage sont les suivantes :

- Assurance « Tous risques chantier » couvrant les dommages matériels accidentels occasionnés en cours de travaux aux ouvrages, équipements et matériaux
- Assurance "Dommages-ouvrages" garantissant les travaux de réparation des dommages couverts par la garantie décennale des constructeurs (dommages apparents ou non lors de la réception de travaux)

18 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution du marché peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent marché.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans le marché, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations. La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception. A compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut notamment être initiée dans les cas suivants :

- les évolutions réglementaires en rapport avec les prestations du marché
- des prestations supplémentaires sont devenues nécessaires,
- un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial du marché,
- les modifications ne sont pas substantielles,
- les points positifs et les difficultés particulières d'exécution du marché

Egalement, en application des articles L.2711-1 à L.2711-8 et R. 2194-1 du code de la commande publique, lorsque les conditions économiques du contrat sont susceptibles d'être affectées par l'évolution d'une crise sanitaire majeure, ou par une situation identifiée comme cas de force majeure, les Parties conviennent de se rencontrer aux fins de réexamen :

- des conditions financières du présent marché,
- et/ou d'exécution du marché, et/ou de prolongation de la durée du marché, et/ou du délai d'exécution des prestations, en vue des mesures à prendre pour atténuer les effets de ces crises, incluant des modifications des modes opératoires ou des arrêts de prestations.

À l'issue de ces rencontres, les éléments négociés sur lesquels l'acheteur et le titulaire se seraient entendus et leur date d'entrée en vigueur seront entérinés par voie d'avenant s'ils devaient modifier le contenu initial du marché. Néanmoins, le contenu de ces avenants ne devra pas changer la nature globale du marché

Toute modification du marché réalisée au titre de cet article sera systématiquement concrétisée par voie d'avenant.

Focus - Modifications du titulaire:

En application des dispositions de l'article R. 2194-1, le marché peut être modifié lorsqu'un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial. Un avenant sera passé pour formaliser ce changement de titulaire. En cas de restructurations purement internes, rachat, fusions et acquisitions, un avenant de transfert sera établi

En cas de groupement d'entreprise, si l'un des membres est défaillant, un avenant de transfert pourra être établi pour transférer le marché vers un autre membre du groupement

19 - Résiliation du contrat

19.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux, dérogation étant cependant faites, aux articles, 49.1 deuxième alinéa et 50.4.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

19.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

20 - Règlement des litiges et langues

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est le CCIRA de Bordeaux situé à la Cité Administrative, 2, rue Jules Ferry.

En cas de litige, seul le Tribunal de Grande Instance de Bordeaux est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

21 - Clauses complémentaires

21.1 – Communications réglementaires

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par le pouvoir adjudicateur, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi le Pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

21.2 - Clause de divisibilité

Si l'une des clauses du présent marché était contraire à une loi d'ordre public nationale ou internationale, seule la clause en question est annulée, le marché demeurant valable pour le surplus. Dans ce cas, les parties négocient de bonne foi la rédaction d'une nouvelle clause destinée à remplacer celle qui était nulle.

21.3 - Modifications techniques

Pendant l'exécution du contrat, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des modifications de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose. La formulation de ces modifications suite à l'acceptation par le pouvoir adjudicateur du devis détaillé du titulaire donne lieu à un avenant.

22 - Dérogations

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG-Travaux, le présent CCAP ne comporte pas d'article récapitulant les dérogations au CCAG-Travaux.